

# Discours prononcé à l'ouverture de la Conférence de Londres (1924)

Christian Rakovsky

Source : Degras, Jane Tabrisky, (ed.) *Soviet documents on foreign policy, Vol. 1, New York, Octagon Books, pp. 441-447. Première publication : « Izvestia », n° 88, 16 avril 1924, pp. 1-2 ; et « The Times » (Londres), 15 avril 1924, p. 9. Traduction et notes pour MIA.*

Permettez-moi d'exprimer, au nom de la Délégation de l'Union Soviétique, la sincère gratitude que nous ressentons pour les paroles de bienvenue que vous, Monsieur le Premier Ministre <sup>[1]</sup>, venez d'adresser à notre Délégation à l'occasion de l'ouverture de cette Conférence <sup>[2]</sup>. Je tiens en même temps à exprimer notre gratitude pour l'accueil amical qui nous a été réservé dès notre arrivée sur le territoire britannique. Je profite de cette occasion pour réitérer les expressions de solidarité que le Congrès des Soviets de l'Union a adressées au peuple britannique en réponse à l'acte de reconnaissance de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques par le gouvernement britannique <sup>[3]</sup>.

Je suis conscient de la part considérable que vous avez prise personnellement, Monsieur le Premier Ministre, ainsi que le parti que vous représentez, dans cette étape importante des relations entre les deux pays, et vous me permettez, au nom de toute la Délégation, d'exprimer nos sincères remerciements.

La plus haute instance dirigeante des peuples de notre Union a déclaré dans sa résolution qu'une coopération étroite avec la Grande-Bretagne est l'un des principaux objectifs du gouvernement soviétique. Nous nous associons donc sans réserve aux espoirs exprimés par le Premier Ministre à l'occasion de l'ouverture des travaux de la présente Conférence anglo-soviétique.

Prenant en considération l'énorme importance politique des pourparlers actuels et le grand intérêt avec lequel ils sont suivis par les masses laborieuses de l'Union, notre gouvernement a envoyé à Londres une délégation qui est non seulement dotée de pouvoirs très étendus, mais a également tous les pouvoirs pour prendre sur place toutes les décisions nécessaires. La Délégation comprend des membres du Comité exécutif central et des membres de son Présidium, des représentants des principaux Commissariats, le chef de la Banque d'État, des représentants des différentes Républiques, ainsi que des représentants de toutes les branches les plus importantes de l'industrie et des syndicats, en la personne du Président du Conseil central pan-russe des syndicats et des présidents ou membres des différents comités centraux des syndicats.

Au nom de toute la Délégation, qui se conforme en cela aux instructions de son Gouvernement, je déclare que nous sommes animés du désir le plus sincère de déployer tous nos efforts pour mener à

---

[1] Il s'agit de Ramsey Mac Donald, (1866-1937), homme politique anglais, dirigeant de l'aile droite du Parti travailliste. Premier Chef de gouvernement travailliste en Grande-Bretagne (1924), il revient au pouvoir entre 1931 et 1935.

[2] La Conférence de Londres s'est tenue du 4 avril au 4 août 1924. Après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste britannique (janvier 1924) et la reconnaissance *de jure* de l'URSS par la Grande-Bretagne (février 1924), il s'agissait de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifiée à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

[3] La reconnaissance *de jure* de l'URSS par la Grande-Bretagne a été officialisée par un échange de notes entre le 1er et le 8 février 1924.

bon terme cette Conférence.

Dans la note qu'en tant que représentant de l'Union Soviétique j'ai eu l'honneur de présenter au Gouvernement britannique en réponse à sa note sur la reconnaissance *de jure*, mon Gouvernement a exprimé sa volonté de régler à l'amiable toutes les questions d'ordre économique et politique qui se posent entre les deux pays et de réexaminer tous les traités qui ont été conclus dans le passé entre la Russie et la Grande-Bretagne et qui n'ont pas perdu leur force.

L'objet de la Conférence sera de déterminer les moyens de résoudre ces questions.

Aujourd'hui, à l'ouverture de la conférence, j'estime qu'il est de mon devoir de vous indiquer les principes généraux qui guideront la délégation soviétique dans le traitement des problèmes qui se posent à nous. Malgré la complexité et la difficulté de ces problèmes, nous ne voyons aucun obstacle insurmontable à une compréhension complète entre la Grande-Bretagne et l'URSS.

Pour en venir à la partie économique de notre programme, nous considérons que le problème le plus important et celui auquel tous les autres problèmes économiques doivent être subordonnés, est celui d'une collaboration étroite entre nos deux pays dans le domaine du commerce, de l'industrie et de la finance. Les conditions fondamentales de cette collaboration existent ; la structure économique de la Grande-Bretagne et celle de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques sont mutuellement complémentaires. D'une part, un pays possédant l'industrie, la finance et la navigation les plus importantes du monde ; d'autre part, un État de 130 millions d'habitants en possession d'énormes richesses potentielles, qui nécessite pour son développement de grandes quantités de produits industriels et de crédits.

La guerre, avec toutes ses conséquences, a rendu d'autant plus impérieuse la coopération économique des deux pays. Elle a provoqué une diminution du commerce britannique et un chômage énorme et chronique, entraînant chaque année pour l'État des dépenses considérables. Pour notre part, nous avons été ruinés par la guerre dans une mesure encore plus grande. Il n'y a qu'une infime partie de notre territoire qui n'ait pas été le théâtre de la guerre ou de la guerre civile. Le reste de l'énorme territoire de notre Union a été traversé à plusieurs reprises et dans toutes les directions par d'innombrables armées.

Par nos efforts communs, nous pourrons, en favorisant les relations commerciales entre nos pays et en réduisant le chômage en Angleterre, trouver les moyens qui nous permettront de restaurer plus promptement notre agriculture et notre industrie ruinées.

Pour notre part, nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour ajuster les différences économiques qui ont été considérées jusqu'à présent comme des obstacles à la coopération commerciale et financière entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique. Cet éventail de questions comprend la question des dettes d'avant-guerre et des créances privées. Bien qu'avec le développement continu des relations commerciales entre les deux pays, cette question ait perdu l'importance exceptionnelle qui lui avait été accordée à Gênes et à La Haye <sup>[4]</sup>, nous sommes prêts à la soumettre à une discussion approfondie, car nous pensons que si les intérêts des deux pays sont pris en considération, rien ne s'oppose à sa solution.

Le gouvernement britannique peut également compter sur notre bonne volonté pleine et sincère pour

---

[4] La « *Conférence économique et financière internationale* » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922 à l'instigation du Premier Ministre anglais David Lloyd George. Elle a rassemblé les représentants d'une trentaine de nations dont, pour la première fois à une conférence internationale de haut niveau, une délégation soviétique, avec à sa tête Georges Tchitchérine, Commissaire du peuple aux Affaires étrangères. Les puissances impérialistes voulurent en vain imposer à la Russie soviétique le paiement de toutes les dettes tsaristes et le retour des entreprises nationalisées à leurs propriétaires étrangers. En marge de cette conférence, la délégation soviétique signa avec l'Allemagne le fameux « *Traité de Rapallo* ». L'examen des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence de Gênes fut finalement renvoyé à une « *conférence des experts* », réunie à La Haye en juin-juillet 1922, mais elle n'aboutit également à aucun résultat tangible.

résoudre les questions politiques auxquelles nous sommes confrontés. À notre avis, les obstacles à la solution de ces questions peuvent être levés par nos efforts communs. Nous avons renoncé à la politique de conquête de l'ancien gouvernement tsariste ; nous avons annulé les anciens traités tsaristes et [répudié la pratique tsariste de] du partage des États d'Orient en sphères d'influence. Le gouvernement soviétique n'a pas l'intention de revenir à cette politique. Cela est absolument exclu de par l'organisation socialiste de notre État, qui est basée sur l'égalité absolue des nationalités et la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination.

D'autres raisons encore rendent impossible tout retour à l'ancienne politique. La guerre a réveillé la conscience nationale des peuples d'Orient, et toute tentative de notre part de faire obstacle à cette conscience légitime serait non seulement un crime contre nos propres intérêts, mais aussi une folie, car une telle politique est vouée tôt ou tard à l'échec.

En conséquence, dans la mesure où les gouvernements britannique et soviétique adoptent comme point de départ le principe du respect de l'indépendance et de la souveraineté des États d'Orient, nous n'aurons pas de difficulté à régler toutes les questions relatives aux intérêts orientaux de la Grande-Bretagne et de l'Union soviétique.

Bien que les présentes négociations visent à clarifier les relations anglo-soviétiques, nous pensons que leur importance dépasse largement les frontières de nos deux pays. Le programme présenté dans les notes des deux gouvernements englobe la question de la révision des traités signés entre la Grande-Bretagne et les anciens gouvernements de Russie, il concerne donc les problèmes fondamentaux de la vie politique du monde entier.

Les masses laborieuses de l'Union soviétique ont salué la reconnaissance de l'URSS par la Grande-Bretagne, surtout parce qu'elles y voyaient non pas une simple formalité diplomatique, mais l'expression de la volonté du peuple britannique de travailler avec nous à la consolidation de la paix universelle. C'est en cela que réside, à notre avis, l'énorme portée historique des discussions actuelles. Chaque peuple, comme vous l'avez vous-même observé, Monsieur le Premier ministre, est intéressé par le succès de ces négociations. Les efforts des deux plus grands États du monde, non seulement pour aplanir leurs propres malentendus et leurs différences, mais aussi pour résoudre les problèmes affectant la paix dans le monde, peuvent devenir le point de départ d'un tournant radical dans les relations internationales.

L'urgence du problème de l'établissement d'une paix durable devient de plus en plus évidente pour tous les peuples. Néanmoins, le gouvernement de l'Union observe avec un profond regret qu'en dépit des nombreux traités de paix signés après la guerre mondiale, les conflits d'intérêts sociaux et nationaux ne sont jamais apparus sous une forme aussi aiguë qu'à l'heure actuelle. Les moyens employés par les gouvernements pour se sortir d'une situation que les masses trouvent intolérable n'ont fait qu'aggraver les antagonismes en question. Les assurances généreusement données pendant et après la guerre mondiale, selon lesquelles il s'agissait de la dernière guerre et qu'il serait mis fin au développement du militarisme, se sont révélées illusoirs.

Les dépenses militaires continuent d'engloutir la majeure partie des revenus nationaux ; l'attention de tous les gouvernements continue d'être concentrée avant tout sur les préparatifs de guerre. Jamais l'esprit humain ne s'est autant attaché à la recherche de nouveaux moyens de destruction. Tous les experts s'accordent à dire qu'en raison du développement actuel de la chimie militaire, de l'aviation militaire, de la construction navale et du perfectionnement de l'artillerie, une guerre, si elle devait éclater, serait plus destructrice que toutes celles qui ont été enregistrées dans l'histoire.

Nous considérons donc que la question du désarmement doit se présenter aux gouvernements avec une parfaite clarté et de manière absolument impérative. Le désarmement doit être poussé le plus loin au maximum possible.

Bien qu'au cours des trois dernières années, nous ayons réduit notre armée à douze reprises, passant de six millions d'hommes au début de 1921 à 500 000, répartis sur notre immense territoire de vingt millions de kilomètres carrés, le gouvernement de l'Union soviétique se déclare prêt, à condition que les autres États consentent à faire de même, à prendre de nouvelles mesures décisives en faveur du désarmement. Notre gouvernement est également prêt à contribuer de toutes les manières possibles à une diminution universelle des armements navals, sous réserve toutefois de certaines garanties politiques formulées par notre représentant à la récente conférence à Rome <sup>[5]</sup>. Je me permets de vous faire part ici de la position générale de notre gouvernement sur cette question.

Nous sommes conscients du grand intérêt que le gouvernement et le peuple britanniques portent à la Société des Nations <sup>[6]</sup>. Le gouvernement soviétique ne partage pas cette attitude à l'égard de la Société des Nations telle qu'elle existe actuellement, mais serait prêt à approuver un plan d'organisation internationale excluant la coercition et les mesures de représailles, qui ne peuvent avoir pour résultat que de servir les intérêts égoïstes de certains États puissants. À notre avis, la seule organisation internationale possible aujourd'hui serait une organisation dans laquelle tous les gouvernements seraient sur un pied d'égalité parfaite. Nous pensons que le principe de coopération internationale devrait être non seulement honoré mais aussi étendu, en particulier à la législation du travail.

Nous considérons que les gouvernements désireux de créer les conditions d'une paix stable devraient essayer d'éliminer, par des efforts communs, les causes qui conduisent à des conflits entre les peuples.

Le gouvernement soviétique a déclaré à plusieurs reprises sa profonde conviction que la meilleure condition pour une paix stable serait la révision du Traité de Versailles <sup>[7]</sup> et des autres traités qui y sont liés.

Non seulement ces traités sont contraires aux intérêts élémentaires de toutes les nations, mais leur application pratique n'a fait qu'accentuer la lutte entre toutes les nations et ruiner la vie économique du monde. Ayant entraîné la baisse du commerce et la destruction des bases du crédit et de l'échange, ils n'ont fait qu'engendrer la désorganisation économique et le chômage.

Ce que j'ai dit est déjà familier à l'opinion publique en Grande-Bretagne. La même idée a été exprimée à maintes reprises par d'éminents hommes politiques britanniques, ainsi que par les écrivains les plus renommés de Grande-Bretagne. Il est évident que nous ne pensons pas que l'abrogation du traité de Versailles doive conduire au rétablissement d'États qui, comme l'Autriche-Hongrie, ne pouvaient reposer que sur la violence et se nourrir des antagonismes qui ont conduit à la guerre mondiale.

Une réorganisation de l'Europe ne peut être stable que si elle se fonde sur la volonté des peuples et qu'elle tienne compte de leurs aspirations à l'indépendance nationale. Le gouvernement soviétique est donc prêt à soutenir par des efforts communs et à poursuivre – peut-être pas d'un seul coup, mais par des efforts diplomatiques continus – une politique de révision des frontières sur des principes ethnographiques, en appliquant un plébiscite partout où cela est nécessaire, comme nous l'avons par exemple suggéré lors de la conférence de Vienne [dans le cas de la Bessarabie](#) (\*).

---

[5] La Conférence de Rome sur le désarmement naval, réunie sous les auspices de la Société des Nations, s'est tenue du 15 au 25 février 1924.

[6] Organisation internationale créée à l'initiative du président des États-Unis Wilson lors de la Conférence de paix de Versailles en 1919. Initialement, 43 pays y participèrent, mais Wilson ayant été battu aux élections par un fort courant isolationniste, les États-Unis n'y figurèrent pas. Incapable de résoudre les contradictions inter-impérialistes, de stopper la montée du fascisme et du péril de guerre, la S.d.N entra léthargie à partir de 1938, cessa toute activité pendant la Seconde guerre mondiale et fut officiellement dissoute en 1946. L'URSS refusa d'y adhérer jusqu'en 1934.

[7] Traité de paix signé le 28 juin 1919 entre l'Allemagne vaincue et les puissances de l'Entente. Le traité rendait l'Alsace-Lorraine à la France, privait l'Allemagne de ses colonies et de plusieurs territoires en Europe, limitait ses armements et les effectifs de son armée et lui imposait de lourdes réparations de guerre. Le but de ce traité était non seulement d'affaiblir un dangereux rival impérialiste mais aussi d'écraser la vague révolutionnaire en Allemagne. Les conditions draconiennes et humiliantes du traité favorisèrent grandement la montée du nazisme et l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933.

Nous ne pensons pas que les guerres puissent être complètement abolies tant que les causes sociales qui les engendrent ne seront pas supprimées. Le gouvernement soviétique, guidé par le Parti communiste, considère que l'élimination de la guerre n'est possible qu'à la condition d'une organisation socialiste de l'économie nationale. Nous sommes cependant prêts à collaborer à toute tentative sérieuse de tout gouvernement pour réduire le danger de guerre.

Nous considérons que les différences entre les structures sociales de nos deux pays ne doivent pas être un obstacle à la collaboration politique et économique. L'opinion contraire, qui trouve un écho dans une certaine partie de l'opinion publique en Angleterre, est absolument infirmée par le développement progressif des relations commerciales anglo-soviétiques.

Je considère qu'il est de mon devoir, et notamment après le discours du Premier ministre, de souligner aujourd'hui que le gouvernement soviétique partage pleinement l'opinion du gouvernement britannique selon laquelle la non-intervention mutuelle dans les affaires intérieures est indispensable pour qu'il y ait une confiance mutuelle. Le principe de non-intervention est pour nous une garantie contre les tentatives visant à nous faire abandonner les bases de notre organisation socialiste – la nationalisation de la grande industrie, la nationalisation des terres, le monopole du commerce extérieur – ou à renoncer à notre législation socialiste.

Les peuples de l'URSS sont déterminés à préserver les conquêtes de la Révolution, qui constituent la raison d'être du gouvernement soviétique et pour lesquelles les masses laborieuses de toute l'Union ont lutté contre la coalition des ennemis nationaux et des États étrangers. Avec cette franchise qui doit caractériser nos relations, je dois vous rappeler, Monsieur le Premier ministre, que les anciens gouvernements britanniques ont également participé à cette intervention étrangère en Russie. Puisque vous-même et votre parti, Monsieur le Premier ministre, vous êtes opposés à cette intervention, vous ne serez pas surpris de constater que les sentiments qu'elle a suscités parmi nos masses laborieuses ne se sont pas encore totalement apaisés. Mais nous nous sommes réunis ici pour dissiper les sentiments du passé et, en bannissant la méfiance qui existe encore, pour jeter les bases d'une amitié durable.

Pour en revenir à nos travaux futurs, la délégation soviétique estime que nous devrions d'abord nous efforcer de résoudre toutes les questions politiques et économiques qui présentent le même intérêt pour les deux pays et qui, de par leur nature même, ne nécessitent pas un examen préliminaire détaillé. De cette façon, notre conférence pourrait donner des résultats rapides qui, en renforçant la confiance mutuelle, nous aideraient à résoudre ensuite des problèmes plus difficiles.

En conclusion, nous exprimons notre profonde conviction que le gouvernement du peuple britannique, qui a créé en travaillant sans relâche la plus grande industrie du monde, saura trouver la voie du rapprochement, de la coopération et d'une paix stable avec les masses laborieuses de l'Union soviétique, parmi lesquelles la Révolution qui les a libérées de l'oppression de l'ancien régime a également fait naître un formidable désir de progrès économique et de développement culturel.

(\*) Une conférence s'est tenue à Vienne en février 1924 pour discuter des relations soviéto-roumaines. Un accord sur le problème de la Bessarabie n'a pu être trouvé et la conférence a été rapidement ajournée. (N.R.)